

# MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE

## DIRECTION GENERALE DES IMPOTS

### CONVENTION

#### relative à une opération de transfert de données fiscales et comptables

L'entreprise/la société.....Siret : .....

Représentée par M.....ci-après dénommée « le mandant »,

Déclare avoir opté pour la procédure EDI-TDFC et donne par les présentes mandat à l'organisme de gestion agréé CEGACIA - Centre de gestion agréé du Commerce et de l'Industrie de l'Aisne rue Antoine Parmentier Zac La Vallée 02100 SAINT-QUENTIN- agrément n° 1.02.020, ci-après dénommé « le mandataire », pour la transmission par voie électronique au Centre de Services Informatiques de Strasbourg, directement ou par l'intermédiaire d'un sous-traitant de son choix, de l'attestation selon le cahier des charges EDI-TDFC et, le cas échéant, pour la régularisation des anomalies déclaratives détectées par le système et restituées par des accusés de réception, avis de traitement ou certificats de réception.

Dans ce cas, le choix du partenaire EDI revient au CEGACIA.

#### *1. Caractéristiques des téléprocédures*

Les procédures assurent notamment les fonctions suivantes :

- l'identification de l'émetteur et de l'auteur de l'acte ;
- l'intégrité des données ;
- la lisibilité et la fiabilité de la transmission ;
- la mémorisation de la date de transmission ;
- l'assurance de la réception ;
- la conservation des données transmises.

Le mandataire déclare avoir pris connaissance, préalablement à la signature, du cahier des charges des téléprocédures en matière fiscale auprès de la Direction générale des Impôts.

Le mandataire désirant transmettre directement les données à la DGI déclare avoir la qualité de partenaire EDI ou s'engage à l'obtenir dans les meilleurs délais, afin de procéder aux envois selon les modalités définies dans le cahier des charges en vigueur. Transmettant les données dans le langage normé EDIFACT, il applique les dispositions de l'article 3 de la convention type des partenaires EDI imposant l'utilisation d'outils ayant obtenu une attestation de conformité aux cahiers des charges dans le cadre d'un contrôle technique.

#### *2. Exercice du droit d'accès et de rectification*

Les droits d'accès et de rectification des données acquises via les procédures ci-dessus peuvent être exercés dans les conditions habituelles auprès de l'administration ou de l'organisme gestionnaire du dossier professionnel du contribuable.

### **3. Obligations du mandataire**

Au titre du présent mandat, le mandataire doit suivant la téléprocédure :

- établir le document indiqué ci-dessus ;
- respecter les dates limites de dépôt de l'attestation ;
- au cas où la télétransmission serait impossible, pour quelque raison que ce soit, utiliser la procédure papier dans le cadre de la réglementation en vigueur ;
- et généralement accomplir les formalités nécessaires pour la mise en œuvre des téléprocédures comme par exemple, la déclaration à la CNIL.

### **4. Obligations du mandant**

Le mandant adressera au mandataire, dans le délai de quatre mois suivant la date de clôture de l'exercice, le calendrier des opérations de télétransmission et toutes les informations et documents que ce dernier pourra estimer nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

### **5. Rémunération**

(pour mémoire)

### **6. Durée du mandat**

Le présent contrat est conclu pour les opérations de télétransmission des attestations établies à compter de .....(mois/année). Il prendra fin à l'initiative de l'une ou l'autre des parties moyennant un préavis d'un mois.

### **7. Reddition de compte**

La remise d'une copie de l'attestation par le mandataire au mandant ou à son représentant vaut reddition de compte.

Pour ce qui est du mandant, le signataire des présentes atteste :

- être dûment habilité à l'engager ;
- que la convention ne contient aucune disposition contraire aux lois ou règlements qui lui sont applicables.

Le présent mandat est soumis à la foi française. Compétence est donnée aux tribunaux dans le ressort desquels est établi le mandataire.

Fait à ....., le .....

Signature du mandataire  
(précédée de la mention  
« bon pour acceptation de mandat »)

Signature du mandant  
(précédée de la mention manuscrite  
« Bon pour mandat »)